

L'extrême Droite est l'ennemie des travailleur·euse·s Combattons-la !



L'extrême-droite est représentée en France dans des partis comme ceux du Rassemblement National, de Reconquête et de Debout la France, mais aussi dans de petits partis identitaires, pro-nazis, antisémites etc...

Alors que l'histoire a montré que l'extrême droite au pouvoir a toujours provoqué le malheur des peuples (*désordres, guerres, conflits sociaux, pauvreté, repli sur soi*), depuis plusieurs années les partis d'extrême droite gagnent en audience et en popularité et peuvent s'emparer du pouvoir d'un pays. Le risque existe en France. Il faut dire qu'au cours de ces cinq dernières années, Macron et ses gouvernements ont mené une politique autoritaire, ultralibérale, de régression sociale, anti-immigré·e·s, et de renforcement des inégalités. Une telle politique, en augmentant précarité, pauvreté et mesures liberticides, a renforcé la montée de l'extrême droite.

Les grands médias déroulent le tapis rouge à ces idées et banalisent un discours raciste et discriminant envers différentes minorités. Ils essaient de détourner la population et les travailleur·euse·s des questions fondamentales sur le plan économique, social et environnemental.

Pour lutter contre l'extrême droite...

en Décembre 2022,

on vote

Sud



Les partis d'extrême droite ont beau jeu de se présenter comme contestataires ou « anti-système ». Aux violences sociales et économiques déjà développées par le gouvernement Macron, l'extrême droite rajouterait des éléments de discriminations supplémentaires : retour à l'ordre moral visant en tout premier lieu, les femmes, la jeunesse et les minorités LGBTQIA+. Elle renforcerait les attaques contre les travailleur·euse·s et leurs organisations.

Les partis d'extrême droite ne remettent jamais en cause les injustices, les inégalités sociales et l'ordre néolibéral. Ils divisent et affaiblissent le salariat (selon les origines, les cultures, les religions...).

Leurs idées, fondées sur la xénophobie, le nationalisme et l'autoritarisme, se répandent dangereusement.

Profitant de ce regain de visibilité et d'une impunité criminelle, des groupuscules d'extrême droite multiplient les attaques contre les immigré·e·s, les mosquées, les manifestations, les locaux syndicaux, les minorités LGBTQIA+ et préparent même des attentats... **La fascisation du pays est en marche ?!**

Masqué par des discours économiques à géométrie variable, éventuellement maquillé sous un vernis social, le fond idéologique de l'extrême droite reste antisocial. En outre, elle n'apporte **aucune réponse à l'urgence écologique.** Désigner des boucs émissaires et de faux coupables pour expliquer la situation sociale actuelle est une imposture et ne doit plus tromper les travailleur·euse·s.

Quel que soit son discours, l'extrême droite n'est en rien une alternative aux politiques néolibérales, antisociales et d'austérité. Bien au contraire, **elle a toujours été et reste plus que jamais l'ennemie des travailleur·euse·s et l'amie des grands patrons.** Il suffit de lire leurs programmes : contre la retraite à 60 ans, contre la retraite par répartition, contre les cotisations sociales qui financent la Sécu, contre l'imposition des plus riches, contre les syndicats... **On le vérifie d'ailleurs dans leurs actes avec les positions et votes des député·e·s RN à l'Assemblée Nationale depuis le mois de juin. Ils et elles sont les alliés du pouvoir libéral (vote RN contre l'augmentation du SMIC).**

Localement l'extrême droite au pouvoir c'est beaucoup de blabla (*augmentation des effectifs de services de communication, présence sur les réseaux, etc.*), c'est une chape de plomb qui s'abat sur les services surveillés en permanence, c'est l'arrivée des copains/copines (*chargées de mission et autres planqué·e·s*) et le lent départ des agent·e·s compétent·e·s, c'est le recul des effectifs pour certains services (*culture, associatif, etc.*) et donc le recul des services publics, sauf la police municipale bien évidemment !

Nous n'avons de cesse de lutter contre ces politiques et ces idées.

NOUS LUTTONS POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, DES RETRAITES ET DES MINIMAS SOCIAUX, LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, LE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE, LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS, LA CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS POUR TOU·TE·S, L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME, L'ÉGALITÉ FRANÇAIS·E·S/IMMIGRÉ·E·S, ET LES DROITS DES LGBTQIA+.

Déconstruire le discours d'extrême droite !

VRAI / FAUX

L'immigration coûterait 15 milliards à la France, selon le RN ?

En réalité, en 2018 les immigré·e·s ont rapporté à l'Etat 9 milliards.

D'après des études récentes (OCDE, INSEE), 14 milliards d'euros (*estimation haute*) sont dépensés chaque année par l'État pour les allocations familiales, des soins au titre de l'Aide Médicale d'État et de l'assistance aux mineur·e·s non accompagné·e·s.

Mais les immigré·e·s paient des impôts et des cotisations qui contrebalancent les comptes et qui souvent rapportent plus !

En 2018, la contribution nette des étrangers au budget de l'État a été de 23 milliards d'euros (rapport OCDE) !

Donc le chiffre d'un coût moyen de 15 milliards est faux !

Pour lutter contre l'extrême droite et ses idées mortifères, luttons pour nos droits et le progrès social !

